

# QUEL CHEMIN DE LA CULTURE A LA POLITIQUE ?

D'un essai de clarification de quelques notions essentielles, aujourd'hui fortement polluées, telles culture, liberté, démocratie, régionalisation, à un examen des conclusions de l'Eurocongrès 2000 Occitano Catalan. Peut-on esquisser un élément de réponse à la question d'actualité : sur les ruines d'aujourd'hui, quelle société pouvons-nous espérer construire ?

En ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle, si fortement teinté de nostalgie, il n'est pas insensé de penser que l'on trouvera bientôt des hamburgers marseillais authentiques, confectionnés à l'ancienne, traditionnels... Le maître mot culturel est « patrimoine », ce qui nous ramène à la tradition dont on sait quelles aberrations elle peut cacher. De là aux empoignades maffieuses qu'on s'est accoutumé à appeler « politique », il faut reconnaître que le chemin semble si long qu'on peut mettre en doute son existence... Et pourtant !

## La culture

On définira ici la culture comme le rapport de l'individu, être unique par essence, à son environnement physique et à la société, qui est le collectif vital incontournable. Certes, l'environnement physique détermine par exemple la couleur de la peau, du noir d'ébène africain au blafard nord européen et on pourra ergoter sur le caractère culturel de cette caractéristique. Je prends le risque de la critique car l'environnement produit bien d'autres différenciations physiques qui s'intègrent au contexte culturel général, qui est à la base géographique, climatique, familial, socio-économique, toutes choses liées qui façonnent implicitement un comportement. De même qu'il n'y a pas de différenciations raciales, il n'y a pas de hiérarchies culturelles, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de cultures plus estimables que d'autres.

La culture, ce n'est pas non plus seulement un mode d'emploi de survie : de la mère au vaste monde, il y a constamment à apprendre, donc à se façonner, s'enrichir, par reconnaissance et acceptation de la différence. Dans un premier temps la société impose un apprentissage normatif, au moyen de l'école mais aussi par la propagation de modes de pensée et de tabous que l'individu devrait rester libre d'accepter ou pas. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas, la société se révélant souvent par trop autoritaire et l'individu réagissant plus ou moins bien selon l'histoire de sa formation. Tout dépend de sa capacité à gérer son conflit de personnalité face à la norme : de l'enfermement stérilisant à l'enrichissement par la diversité, l'éventail est large. Un signe de réussite est très certainement la capacité de l'individu à « créer », à insuffler un courant d'air frais dans le cloaque du convenu. C'est trop souvent très mal perçu à court terme alors que c'est ce qui fait progresser la société à moyen et long terme.

Ainsi, la culture c'est un ensemble de connaissances, de sentiments, de modes de pensée partagés et en évolution. Si, pour une raison ou une autre, une société se referme sur elle-même, sa culture se change en répertoire d'obligations normées, autant dire au choix, devoir militaire ou contrainte fasciste. D'autre part, prétendre définir explicitement le contenu d'une culture est parfaitement impossible : dans une société donnée, selon l'expérience de vie, l'acquis personnel, des affinités culturelles se dessinent. Très, trop souvent, l'intellectuel et l'artisan n'ont pas grand-chose à échanger : c'est un grave défaut sociétal et qui devient une tare quand l'un des deux commence à mépriser l'autre. Ce genre d'oppositions est bien sûr encouragé par le pouvoir pour lequel la dynamique sociale est un danger permanent. Du ministère de la culture aux grandes manifestations à budgets énormes, le mercantile, la mode fabriquée et la vacuité prennent le pas et dévoient le processus culturel. Ce qui compte réellement, c'est l'aptitude sociale à s'entendre, entreprendre et vivre ensemble. Pour cela les différences culturelles doivent être reconnues et utilisées à l'enrichissement du bien commun. Il suffit donc d'imposer une culture face à d'autres, pourquoi pas exiger d'un Mauritanien qu'il prenne l'aspect d'un Norvégien, pour créer une société captive, surnormée, incapable de générer une dynamique propre et donc aux ordres du pouvoir. Cela a un prix évident : le sacrifice de

tous les individus, qu'ils se croient supérieurs ou infériorisés.

La culture comme on l'entend ici est bien le fondement de toute société, ce qui doit permettre de vivre ensemble en harmonie, sans plus d'intolérance, ce déni d'intelligence, la prétention à juger l'autre.

La culture est intimement liée à la communication et est par conséquent véhiculée par une langue. Le Computer Science Labo de Sony à Paris travaille sur les mécanismes de formation du langage. Des robots capables de percevoir leur environnement, le caractériser et échanger leurs résultats, y élaborent des langages sur une base statistique. Schématiquement, deux agents-caméras analysent un même contexte et échangent à tour de rôle des termes pour le décrire : si ces termes sont identiques, le mot est accepté. Sinon, chacun conserve en mémoire le terme utilisé par son partenaire. La répétition des milliers de fois de cette expérience simple, entre une multiplicité d'agents, permet de fabriquer progressivement un vocabulaire commun. Ce genre d'expérience en robotique-informatique permet même d'entrevoir que la grammaire n'est pas innée, mais le produit de l'usage de la langue.

Noam Chomsky qui affirmait que toutes les langues obéissent aux mêmes mécanismes syntaxiques, postulant un organe du langage inné, faculté spécifique à l'Homme, se trouve ici en défaut. De même pour ce qui concerne la perception, par exemple celle des couleurs, des études faites sur des populations humaines très différentes infirment l'hypothèse de catégories perceptuelles identiques, innées. Même si ces catégories ne se recoupent pas, la perception des nuances est toujours aussi fine. Une approche empirique élabore une seconde hypothèse : cette catégorisation reflète la structure « statistique » de l'environnement. En fait se vérifie ici une troisième hypothèse, dite culturaliste, qui voit dans le langage lui-même, à travers l'échange, un moyen de coordonner la catégorisation des perceptions. On aboutit ainsi au développement de catégories partagées par les membres d'une même population, mais pas forcément entre deux populations.

Pour Luc Steeles, directeur du CSL Sony de Paris, la question qui s'inscrit dans le débat nature versus culture est aussi éminemment politique. Si l'on suit les innéistes pour qui tout est prédéfini, même la morale, on peut facilement glisser vers les thèses racistes. Ajoutons qu'il suffit d'ailleurs de se contenter des lubies « égalitaires » du pouvoir français pour perpétrer des dénis culturels effrayants. Durant plus de vingt ans, jusqu'en 1981, à partir d'une idée géniale de Michel Debré, le gouvernement français, par l'intermédiaire de sa DDASS, a arraché à leurs familles en difficulté des enfants Réunionnais pour les déporter en Occitanie au prétexte du repeuplement des campagnes... Du point de vue officiel, il n'est effectivement pas scandaleux d'aider ces gens au prix d'un simple changement de département ! C'est de cette logique raciste, ne connaissant de la culture que le budget du ministère du même nom, que des millions d'individus souffrent, incapables de s'intégrer. Pourquoi ne pas leur demander aussi de changer de couleur de peau ? On sait que c'est hélas aussi une aberration qui existe.

La domination ne peut pas être de hiérarchie entre valeurs culturelles, quoi qu'en prétende l'universalisme dévoyé. Elle est toujours d'origine économique, de type colonial. A ce petit jeu du plus fort, tout le monde y perd son âme et, on le constate aujourd'hui dans le ghetto de l'Etat français, le dominant n'en est que plus aisément dominé par plus puissant que lui. La défense de la culture, de la langue, ne relève pas de lubies passésistes mais bien d'une recherche d'épanouissement social. A l'inverse, ceux à qui on a insufflé la honte de leur culture, ceux qui deviennent agressifs après avoir pris conscience de la mutilation qu'on leur a imposée, comme ceux qui sont malades de la couleur de leur peau sont des racistes en puissance de par la volonté du colonisateur. Une culture n'en remplace pas une autre, elles doivent s'enrichir l'une de l'autre ; une langue ne prend pas la place d'une autre mais doit aider au contraire à s'enrichir d'autres encore.

## **La démocratie**

Il n'est pas évident que ce concept soit moins sujet à déviations que la culture. On se réfère volontiers à la Grèce Antique et il faut bien constater que, du gouvernement par et pour les notables (*Citoyens*) grecs au gouvernement par et pour les lobbies capitalistes, la démocratie aura subi bien des avanies sans jamais correspondre aux aspirations sociales. Certes, aujourd'hui, nous sommes tous « citoyen », mais les pouvoirs ne sont le fait que d'infimes minorités jalouses de leurs prébendes. Au mieux, les citoyens ordinaires ne diffèrent guère des *Métèques*, étrangers dans la Grèce Antique, qui avaient surtout le devoir de payer des impôts. On veut nous persuader que la démocratie, c'est essentiellement le droit de voter, même si le jeu est truqué de façon à ce qu'aucune opinion non conforme ne puisse s'exprimer, et si aucun choix véritable n'est possible. Ainsi la société ne parvient plus à traduire dans le champ du politique ses aspirations à un mieux être général, est au contraire toujours plus contrainte et cela entraîne des rapports de force implicites, biaisés, explosifs. La société se délite et, pour peu que la désespérance s'étende, la violence, avec ses logiques infernales, fait irruption dans le quotidien. Le constat est celui auquel on aboutit quand on parle de culture... C'est que, en termes apparemment différents, c'est encore de culture qu'il s'agit et c'est pourquoi la culture est au fondement de la société.

Il est deux simplismes dont il faut se garder. Le premier, au niveau global, consiste à décréter que la démocratie est une donnée universelle, ce qui autorise à l'exporter. Or, la définition que les occidentaux en donnent correspond à leurs acquis culturels, très différents du fonds culturel des peuples amérindiens ou des acquis culturels des peuples qui se reconnaissent dans l'Islam par exemple. L'autre simplisme, au niveau « local », consiste à ne pas se distancier par rapport à un élitisme de spécialistes qui veut se baser sur une hiérarchie de niveaux de connaissances (donc culturels). Cela induit une différenciation de niveaux de citoyenneté qui aboutit tout droit à la classe politique qui est là pour gouverner un peuple ignorant, bien sûr, puisqu'on ne le tient pas au courant. C'est la trop facile justification de la nécessité du pouvoir, des chefs, de la répression. Il vaut bien mieux considérer la démocratie sous deux aspects distincts et complémentaires.

Le premier aspect est culturel. Une démocratie ne peut fonctionner sans une harmonie sociale qui se traduit par une confiance justifiée envers les structures mises en place pour gérer la société, dans le strict respect des uns et des autres, ce qui est bien par définition du domaine de la culture. La liberté de l'individu passe par la possibilité qu'il a, non seulement de s'exprimer, mais aussi de se faire entendre. Or, après le délit d'opinion, nous en sommes aujourd'hui au stade du « cause toujours ».

Le second aspect est procédurier. Il traite des règles de fonctionnement formel de la démocratie, qui doit se baser sur la liberté et le droit pour gérer équitablement les conflits qui peuvent toujours survenir, soit entre fractions de la société, soit avec certains individus. Ces deux aspects ne sont pas hiérarchisables, ils se complètent, l'un ne va pas sans l'autre.

### **La liberté et le droit**

Encore deux notions qui, si distinctes qu'elles paraissent à priori, sont indissociablement liées à la culture...

Aujourd'hui, il n'y a plus de confiance, l'exercice de la démocratie se limite à choisir entre le cancer et le sida, quand on veut bien se soumettre au rite électoral. Mais ce rite est le support du pouvoir des lobbies. La liberté est celle de l'individu asocial, en déni de toute réalité, et le droit est celui que s'octroie implicitement ou explicitement le pouvoir de réprimer toute velléité de citoyenneté. Le principe primordial de séparation des pouvoirs, sensé éviter la corruption des uns par les autres, n'est plus qu'une illusion depuis longtemps, depuis que ce sont des mafias constituées qui se disputent les prébendes. Il n'y a d'ailleurs jamais eu de pouvoir sans abus de pouvoir...

Un individu est libre à deux conditions : s'il possède la culture suffisante pour assumer cette liberté et si la société le lui permet, ce qui pose d'évidence le problème du droit, c'est-à-dire du rapport codifié de l'Homme à la société. Selon le côté choisi par l'observateur, on distingue ainsi ce qu'on appellera le « droit liberté » et ce qu'on

appellera le « droit créance ».

Le droit liberté est celui dont le but est de protéger l'individu face au pouvoir : il recouvre le domaine des libertés individuelles (pensée, expression, réunion, etc...). Il est issu de la révolution française, du développement de la révolution industrielle et s'est formalisé dans la Constitution française de 1791.

Le droit créance, de tradition « socialiste », issu de la Constitution de l'URSS de 1936 recouvre les domaines dans lesquels le pouvoir s'engage à respecter certains devoirs socio-économiques (travail, rémunération, niveau de vie, santé, etc...). Il se fonde en principe sur l'égalité des individus face à l'autorité.

On a l'expérience des deux types de droits considérés séparément : ils conduisent au désastre. D'un côté, c'est l'individualisme, le libéralisme sauvage, de l'autre c'est l'individu écrasé par l'appareil, le stalinisme. Faut-il pour autant les éliminer ? Ni le sdf ni le prisonnier politique ne jouissent d'une liberté enviable. On peut arguer que le stalinisme n'existe plus, à moins peut-être qu'il ne se soit insidieusement généralisé. Le libéralisme économique, lui, gouverne le monde et son hégémonie ne l'incite pas à céder une once des avantages financiers qu'il génère. Le pouvoir revêt des formes autoritaires qui éliminent les libertés individuelles par des procédés quelquefois plus subtils mais toujours aussi efficaces. Par exemple, tout être humain a le droit imprescriptible de mourir de faim... On rencontre là les notions floues qui ont cours aujourd'hui : Etat de droit, démocratie, croissance économique, etc... Tout cela est vidé de sens par le fait qu'il faudrait par exemple croire qu'il suffit de voter pour choisir le bon camp (c'est-à-dire le bon lobbie) préservant les libertés individuelles et l'intégration sociale. Il est de plus en plus nettement évident que c'est faux !

En fait, la société doit être gérée de manière à garantir à chacun les moyens de base de sa liberté individuelle. Il doit donc exister un droit créance qui est à redéfinir globalement. Par exemple, il est inadmissible que les individus n'aient pas accès aux mêmes possibilités de soins : la stratification de la population à partir de sa capacité à payer pour demeurer en bonne santé est le déni de justice de pouvoirs assassins. Mais aussi, l'individu ne doit pas se voir interdire d'exprimer ce qui en fait cet être unique qu'il est par définition : il doit être protégé de l'arbitraire par le droit liberté. La seule limite est celle qui l'amènerait à porter préjudice aux autres et cette limite est fondamentalement culturelle. On en revient toujours au même constat et l'on sait très bien que les conflits dans un environnement homogène n'ont rien de la gravité et la violence des conflits dans un environnement contraint. Hélas, la contrainte est toujours la réponse des pouvoirs qui veulent se protéger face à leur remise en cause. Naguère on disait « pour éliminer un problème, formons une commission ». Aujourd'hui, ce serait plutôt « pour éliminer un problème, faisons une loi ».

### **Imposer ou discuter ?**

Bien que les guerres et les génocides fleurissent partout sur la planète, les « nations évoluées » sont profondément démocratiques. Elles organisent à grands renforts de propagande des élections décrétées libres : il suffit de ne pas se faire prendre à bourrer les urnes et c'est quelquefois sportif... Elles ne se laisseraient jamais aller à employer explicitement la contrainte : il suffit de vider consciencieusement les cerveaux et pour cela les moyens, surtout financiers, ne manquent pas. Ce qui est important face à ce constat c'est de prendre conscience de ce que tout est à réinventer, qu'il est impossible d'élaborer le moindre schéma de sortie de crise sur la structure institutionnelle qui fait notre quotidien.

On veut quelquefois donner l'illusion qu'on discute, qu'on « met à plat en toute transparence » selon le langage post-moderne. Alors, au mieux, la recherche du consensus est un moyen efficace de masquer les enjeux entre gens de bonne compagnie. C'est de cela qu'est dangereusement entachée la construction européenne. On fabrique l'Europe en transférant, c'est inévitable, des prérogatives des Etats à un pouvoir supranational, car on en a besoin pour le commerce mondial. En même temps, on ne veut pas toucher à cette « souveraineté » des Etats. Il en résulte une paralysie de fait des deux niveaux, ce dont les Etats n'avaient pas besoin pour conserver une ombre de

leur efficacité. Mais là n'est plus le problème, le libéralisme sauvage s'accommodant fort bien de cette paralysie.

Des sociétés primitives pouvaient se payer le luxe d'un accord négocié entre « anciens » de la société, ce qui était quasiment parfait comparé aux rapports de forces que l'on connaît maintenant. En admettant que chacun de ces anciens apporte le point de vue de son clan familial et négocie en toute connaissance de cause, cela peut passer pour une solution merveilleuse. Mais à l'heure de la mondialisation, de toute façon rendue inévitable par le progrès technique, il y a quelques difficultés à transposer cette image idyllique de discussion sous le chêne centenaire ! Faut-il donc se résoudre à « déléguer son pouvoir » de citoyen à un aréopage qui imposera in fine sa décision ? Cela, aujourd'hui, c'est se livrer pieds et poings liés à des intérêts qui sont totalement étrangers à l'Humanité.

Faudrait-il donc céder à la désespérance ? Ce serait ne tenir aucun compte de ce qui se passe de plus en plus souvent dans ce qu'on appelle « la société civile », hors des cadres de pouvoir. Des gens s'assemblent, animés de points de vue culturels, citoyens, politiques, avec une exigence claire : ne pas se laisser récupérer par l'institution. En France, cela prend généralement la forme d'associations régies par la loi de 1901 qui reconnaît leur existence. Certaines ne fonctionnent que grâce à l'action d'une petite minorité de leurs membres, d'autres sont paralysées par des luttes internes pour conquérir un pouvoir qui n'existe pas, mais toutes, par le fait qu'elles ne sont pas intégrées dans la structure institutionnelle, jouissent d'un préjugé favorable. Et puis il existe des exemples de refus de toute structure tenue pour hiérarchisante. Globalement, il faut saluer le travail des militants alter-mondialistes, le développement du commerce équitable... Tout cela constitue un début de réponse, même si tous ceux qui sont impliqués n'en ont pas conscience. Fort heureusement, si nos sociétés sont « assistées » beaucoup plus que « responsables », les idées tenues pour « subversives » se propagent sur la toile aussi vite que la guerre ! Les évolutions des sociétés sont réelles, bien que n'allant pas toujours dans le bon sens, et sont rarement le fait de décisions institutionnelles. Les mentalités se modifient insensiblement mais sûrement.

### **Du juste usage du mot « local »**

La conquête espagnole en Amérique s'est aussi assombrie de la destruction systématique, par les religieux, des manuscrits réputés « diaboliques ». Au Guatemala, la natte tissée des événements, le livre sacré *Popl Vuh* a échappé à la destruction et a été découvert au XVIII<sup>e</sup> siècle, à Saint Thomas près de Chichicastenango, par le père dominicain Francisco Jimenez. Accumulation d'images mythiques, condensé inestimable de pensée ancienne, le *Popl Vuh* nous est restitué par l'interprétation, œuvre de toute une vie, que donne Raphaël Girard de cette passionnante histoire culturelle des Maya-Quiché. Le mythologue René-André Lombard<sup>(1)</sup> peut ainsi nous livrer une étonnante description du *Gua Xoj ah Kui Ché*, « danse des Artistes en haut de l'Arbre », dit Palo Volador ou Mat de Voltige.

Au sommet, une plateforme sur laquelle se tient un maître de musique, joueur de fifre et tambourin. Un bâti de bois en équilibre tournant auquel sont suspendues des silhouettes enrubannées, emplumées, tête en bas. A chaque tour la corde se déroule un peu plus et les voltigeurs descendent en spirale, bras écartés. Tout est calculé pour respecter les mythes d'une culture de chasseurs-cueilleurs ancienne de plus de vingt mille ans.

En quoi cela nous intéresse-t-il ? Simplement, cela évoque d'une part la fonction du « tambourinaire » sur l'origine duquel tant de sottises ont été proférées. D'autre part, on ne peut pas ne pas se remémorer la fameuse danse des cordelles si prisée de nos anciens et quelquefois encore ressuscitée par des groupes folkloriques cultivant la nostalgie. Allez donc, sachant cela, prétendre que la seule authentique et véritable danse des cordelles est celle qui se pratique dans votre village ! Parenthèse, qui peut paraître insolite, ouverte pour illustrer le fait que tout ce qui aura trait ici au « local » ne fera jamais l'impasse sur le « global », autrement dit qu'il n'y est jamais question

d'enfermement particulariste. Le retour aux sources est vital, l'enfermement est mortel. Par les temps d'intolérance qui courent, cela valait la peine d'être clairement précisé.

### **Les structures politiques**

Où la culture refait surface... Un pouvoir qui se veut fort se doit d'imposer des normes contraignantes. Bien obligé de composer avec une culture « majoritaire » dans son espace d'action, sa seule attitude vis-à-vis de la diversité c'est la tentation de l'autorité pour niveler. On espère avoir suffisamment défini les termes que l'on utilise pour ne pas prêter outre mesure à confusion. C'est d'une pure utopie qu'il sera question ici, mais sans utopie, où serait donc le progrès humain ? En premier lieu, l'utopie permet justement de ne pas enfermer la pensée dans une impasse que balise généreusement le pouvoir. Et puis, cette utopie n'est pas du ressort de la science fiction. Ici, elle se base essentiellement sur les travaux de la proposition pour l'Europe élaborée par l'*Eurocongrès 2000* dont les résultats sont le fruit de deux ans de travaux de militants Occitans et Catalans<sup>(2)</sup> europhiles et tenants convaincus de l'autonomie et de la coopération des régions.

A la base, un principe : la diversité culturelle est facteur de dynamique socio-économique. Il est donc hautement important de la préserver et, ce faisant, d'établir des relations réticulées. Tout le monde connaît les schémas radiaux centrés. Il suffit de voir une carte des chemins de fer français pour être édifié : tout aboutit au centre de la toile où veille l'araignée dévoreuse d'énergies. Un schéma réticulé établit au contraire des relations en tous sens et sans le moindre souci des frontières étatiques. Ces relations ne peuvent s'établir si subsistent des espaces défavorisés, des cultures mineures, des traces de colonialisme. Il s'agit bien de globalité sur la base culturelle locale.

L'Europe est par divers aspects une entité culturelle qui se nourrit de la diversité qu'elle représente. Aujourd'hui, cette diversité est amputée de toutes les cultures minorisées, étouffées, mais qui n'en ont pas moins contribué à faire des Etats pluriculturels ce qu'ils sont : Paris aura brillé de mille feux tant que le phénomène de pompage culturel aura été efficace... Si l'on veut penser en termes de structuration de l'Europe, il faut se fonder sur les diverses identités culturelles qu'elle recouvre, favoriser leur dignité, leur cohésion et promouvoir leur capacité créatrice. Une structure politique qui reconnaît une valeur à chaque culture autant qu'à leur ensemble, peut les rassembler, les faire participer et s'exprimer pour le plus grand bénéfice de toutes les sociétés européennes. A moins de vouloir inventer le mouton à cinq pâtes, la solution semble évidente : fédéralisme, confédéralisme. Certains des Etats d'Europe sont culturellement homogènes, ce qui n'est pas le cas de la France, certains autres sont fédéraux ou confédéraux et, même dans le contexte de pouvoir libéral autoritaire, ce ne sont pas ceux qui fonctionnent le plus mal...

Se fédérer c'est ne pas renoncer à s'exprimer de façon autonome tout en acceptant de se structurer verticalement pour élargir de proche en proche le champ d'action. Deux notions fondamentales : l'expression citoyenne propre, confortée par le contrôle rapproché du sort qui est fait à cette expression, autrement dit, ne pas « déléguer » son pouvoir de décision mais aussi compter avec les autres. Certes, ce n'est pas ce qui se passe dans les systèmes libéraux actuels où ce sont en fait des lobbies qui se fédèrent. Ce dont il s'agit ici est bien loin de l'actuelle dépossession de citoyenneté par aspiration vers le centre que l'on connaît.

De manière à ne pas complètement décoller de la réalité, il faut bien faire quelque chose des Etats, ces espaces fermés qui, s'ils ne se font plus la guerre en Europe, n'en expriment pas moins des prétentions de sauvegarde de pré carré aussi bien qu'hégémoniques qui n'ont rien à voir avec les aspirations sociales. Aussi inefficaces soient-ils, ils sont là pour longtemps encore, ne serait-ce que parce que le libéralisme mondialisé en fait ses forces de l'ordre... On peut donc envisager une entité européenne fédérant ces Etats eux même fédérés ou confédérés.

Les régions, à l'intérieur des Etats, pourraient jouir de leur identité culturelle propre et d'une autonomie que seul ce type de structure autorise. De manière à ne pas

oublier les liens « réticulés » il doit être possible de générer des *euro-espaces de cohésion* (selon l'Eurocongrès 2000) qui tiennent compte des synergies et non des barbelés des Etats. Par exemple, on définit l'Espace Latin Central, maillage réticulé et polycentrique capable de mettre en relation des institutions, des entreprises et diverses entités. Pourraient y participer : Occitanie et Catalogne avec les Baléares. Pourraient s'y lier l'Aragon, la Corse, la Sardaigne, le Piémont et la région lyonnaise. Dans cet Espace Latin Central, les régions pourraient coopérer étroitement par l'intermédiaire d'un Conseil Général des Régions. On peut aussi envisager des formes d'organisation plus lâches du type macro région, comme par exemple les Iles Britanniques ou bien l'Espagne, la France et l'Italie.

Les travaux de l'Eurocongrès 2000 ne se limitent évidemment pas à énumérer de possibles structures. On voit bien que la première condition à remplir serait de décider les Etats, donc l'Etat français, à fonctionner tous sur le mode fédératif voire confédératif ! Beau défi qui ne peut s'envisager que grâce à une évolution des mentalités qui mette en évidence les apports positifs d'une nouvelle société civile européenne. L'Eurocongrès 2000 a élaboré toute une série de propositions en ce sens, qu'ici n'est pas le lieu de les détailler, mais il faut au moins avoir conscience de leur existence et en prendre connaissance. Le libéralisme forcené et sa « concurrence non faussée » ont enfermé les esprits dans un schéma rigide invivable, de telle manière qu'il apparaisse comme inéluctable. Les fausses idées, des « petits potentats locaux » à l'enfermement identitaire sont légion et soigneusement entretenues, les faux exemples de pseudo décentralisations et de régionalisations utilisées comme machines de guerre centralistes sont trop nombreux. C'est bien aux militants culturels que nous sommes de briser cette pseudo fatalité en ne se laissant pas enfermer dans la désespérance monétaire. Si nous ne voulons pas en rester au niveau du célèbre « si tous les gars du monde voulaient se donner la main » il faut utiliser la culture pour changer les mentalités ...

### **En résumé...**

Madame, Monsieur, voici donc le parti nouveau que je vous propose. Etant profondément démocrate, je veux bien élaborer un programme en votre présence et, si vous contribuez à me faire élire, vous verrez avec quelle célérité j'oublierai mes promesses... Créer un parti, se débattre avec d'énormes difficultés y compris financières, dépenser son énergie pour essayer de s'introduire sur la scène institutionnelle sans y réussir, voire oublier en route pourquoi on s'est embarqué dans cette galère, voilà le quotidien du politique minoritaire aujourd'hui. N'est-ce pas essayer de perpétuer un processus somme toute stalinien ? N'est-ce pas en effet toujours vouloir faire le bonheur des gens, même s'ils ne sont pas au courant ?

L'utopie ici est totale. J'ai personnellement l'expérience d'une régionalisation syndicale tellement réussie que là-haut on n'a travaillé qu'à nous éliminer, en vidant de sa substance le syndicat régional, juste à temps d'ailleurs parce que ça faisait tache d'huile... J'ai personnellement l'expérience d'un groupe de réflexion politique sans structure de parti, encore moins de hiérarchie, qui fonctionnait de façon très intéressante jusqu'au moment où d'incorrigibles bavards n'ont plus lâché la parole et ont lassé tout le monde...

Ces expériences montrent d'une part que la proximité est dynamisante, au contraire du centralisme stérilisant et, d'autre part qu'il est possible de réfléchir et faire des analyses pertinentes par petits groupes, à la condition d'un minimum de discipline : sans être un « chef », un « médiateur » peut coordonner la discussion. On peut envisager de gérer les travaux sans tomber dans le travers du pouvoir par la parole.

S'il y a de l'énergie à dépenser dans la situation actuelle, c'est bien dans cette voie informelle, à la base. Monter au niveau supérieur, c'est confronter, par un procédé analogue, les travaux de plusieurs groupes, et ainsi de suite, en montant jusqu'au niveau régional. A chaque étape, il doit être possible de savoir ce qui se passe, ce qui se décide et en fonction de quels critères. Plus besoin de chefs disant « faites-moi confiance » ou encore « moi je sais ». Quand il s'agit de travail inter régions, pour le citoyen de base, le contrôle se relâche, mais il doit toujours savoir qui est responsable de quoi. On peut se

baser ainsi sur un schéma du type : base (quartier, entreprise...), commune, communauté de communes, pays, région. Au-delà, les centres d'intérêt ont plus de poids culturel et économique global. L'équilibre entre les deux peut se réaliser sur les euro-espaces de cohésion. Sur l'Espace Latin Central, l'Occitanie qui n'a jamais été une nation ni un Etat est cependant historiquement le foyer d'une culture européenne brillante, stoppée brutalement par la conquête franque. Pour nous, c'est une entité homogène qui offre un cadre de travail pertinent, sans jamais oublier que la frontière « naturelle » entre Espagne et Italie est bien le Rhône. Sur cette base, des alliances autres et non exclusives peuvent se construire. C'est ce qui se passe actuellement entre Catalogne et Midi-Pyrénées par exemple. Et cet Espace Latin n'est-il pas le plus apte à établir des coopérations mutuellement avantageuses avec le Maghreb ?

Voilà, les camps de concentration étatiques qui ont atteint leur apogée au XIX<sup>ème</sup> siècle pourraient aisément être remplacés, à condition de ne pas rester enfermé dans le schéma institutionnel actuel. Pour faire évoluer les mentalités dans ce sens, la diffusion du savoir, la connaissance de l'histoire réelle, la culture sont indispensables, Mais n'y a-t-il pas là le rôle des militants culturels que nous sommes ? Et puis quel antidote à la désespérance généralisée ! Je regrette sincèrement d'être trop vieux pour voir un jour fonctionner l'Europe de cette manière, mais est-il nécessaire de réussir pour persévérer ?

Jean-Claude Latil, octobre 2005

- 1 René-André Lombard, *Le Singe et les Etoiles*, Thot, Collection Faits de société, 2000.
- 2 Association Euroccat, Toulouse et Fundaciò Occitanocatalana, Barcelona.